Quarante-deuxième année. — N° 14094

Mardi 27 Mars 1917

La Petite République

POLITIQUE - ÉCONOMIQUE - LITTÉRAIRE

Journal quotidien, le numéro 5 centimes.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 6, Rue Paul Lelong. Tél. Gut. 03.71.
Après 22 heures : Gut. 59.89. — Imp. rue N.-D.-des-Victoires, 18.

PRIX DES ABONNEMENTS :	TROIS MOIS	SIX MOIS	UN AN
SEINE ET SEINE-ET-OISE	5 »	9 »	18 »
DÉPARTEMENTS ET COLONIES	6 »	11 »	22 »
ÉTRANGER (Union Postale)	8 »	15 »	30 »

MAURICE DEJEAN, DIRECTEUR.

DIRECTION : 20, Boulevard Montmartre. Tél. Gut. 02.29.
Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus
Les Annonces sont reçues à l'Agence Parisienne de Publicité
16, rue Drouot, Paris (Tél. Gut. 55.38) et aux Bureaux du Journal.

RETRO NEWS

NOTRE AVANCE CONTINUE

Nous occupons Folembray à l'orée de la forêt de Coucy

Où est la victoire ?

Si nous avons lieu d'être satisfaits de ce qui se passe en ce moment sur le front occidental, nos ennemis déclarent qu'ils le sont aussi. Allons ! Tant mieux. Pour une fois que tout le monde est content, il faut s'empresser de se réjouir. L'occasion ne s'en présente pas si souvent !

Cependant, on aimerait à savoir qui, des deux, a raison, et à qui appartient la victoire, si victoire il y a.

Joseph de Maistre raconte qu'un jour il demanda au vieux Souvaroff : « Monsieur le maréchal, qu'est-ce qu'une bataille perdue ? »

L'illustre guerrier se recueillit un moment ; après quoi il proféra cette définition, qui est devenue classique :

« *Une bataille perdue est une bataille qu'on croit avoir perdue.* »

Inversement, il semble qu'une bataille soit gagnée quand on croit l'avoir gagnée.

Et ici, donc, elle aurait été gagnée par les Anglo-Français sur les Allemands, et par les Allemands sur les Anglo-Français.

La chose n'est pas impossible. N'a-t-on pas vu des soldats arrêtés par les prisonniers qu'ils avaient faits ? Et ne peut-on admettre que les adversaires auxquels nous avons affaire, se sentant perdus, cherchent à nous entraîner dans leur chute ?

Raisonnons un peu.

Hindenburg a-t-il terminé son mouvement et occupe-t-il les lignes qu'il avait préparées ?

Si oui, et si nous franchissons ces lignes, deux hypothèses se présentent :

Ou bien il s'est laissé refouler avec l'espoir de nous contre-attaquer, et, dans ce cas, tant qu'il n'aura pas réussi, l'avantage est pour nous ;

Ou bien c'est malgré lui que nous avons pris certaines des positions qu'il occupait. Et, dès lors, c'est encore nous qui tenons le bon bout, comme on dit.

En résumé, d'une façon comme de l'autre, nous n'avons pas tort de nous déclarer satisfaits... quant à présent.

Quant à présent, je le répète. Car les Allemands conservent toujours une consolation. Il leur reste, en effet, la ressource d'annoncer que nous nous enferrons, que chaque pas que nous faisons

Et c'est ainsi que, malgré l'échec de leurs tentatives pour nous déloger des points d'où nous les avons délogés, et malgré que notre avance se soit poursuivie au sud de l'Oise, ils affirment que leurs plans se réalisent pleinement.

Qui vivra verra.

Colonel H. d'A.

Communiqués français

14 heures.

Entre la Somme et l'Oise, pendant la nuit, les Allemands ont renouvelé, à plusieurs reprises, leurs attaques sur le front Essigny-Benay. Toutes ces tentatives ont été arrêtées par nos feux ou repoussées par nos contre-attaques. Des pertes sérieuses ont été infligées à l'ennemi. Nous avons intégralement maintenu les positions conquises hier.

Au sud de l'Oise, notre avance s'est poursuivie en dépit de l'état du terrain et du mauvais temps. Nous avons poussé nos patrouilles au-delà de Folembray, au sud de la basse forêt de Coucy.

Au nord de Reims, un tir de nos batteries a fait sauter un dépôt de munitions ennemi à l'est de la ferme du Godat.

Nuit calme sur le reste du front.

23 heures.

Au nord de la Somme, pas de changements essentiels.

Entre la Somme et l'Oise, notre artillerie a dispersé des rassemblements ennemis entre Benay et Urvillers.

Au sud de l'Oise, nous avons réalisé d'importants progrès dans la basse forêt de Coucy, malgré les difficultés de terrain et la vive résistance de l'ennemi. Nos troupes ont occupé Folembray et la Feuillée.

Au nord de Soissons, nous avons également progressé dans la région de Vrégny.

Rien à signaler sur le reste du front.

Une contre-attaque allemande VERS BAPAUME

Front britannique, 26 mars.

Les renseignements reçus dans la journée touchant la contre-attaque allemande d'hier contre Beaumetz-lès-Cambrai confirment que l'affaire fut chaude et coûta de fortes pertes à l'ennemi. On a dénombré cent cadavres dans un secteur étroit du champ de bataille.

L'ennemi, après une préparation intense d'artillerie, avait réussi à prendre pied dans les ruines du village que tenaient seulement des éléments légers britanniques. Il suffit de la riposte de quelques pièces anglaises et de l'intervention d'éléments d'infanterie plus solides pour rejeter l'ennemi de Beaumetz.

L'ennemi ne pouvait pas avoir l'ambition de reprendre le chemin de Bapaume, sur lequel se trouve Beaumetz, mais l'armée du prince Ruprecht, pressée d'un peu près par les forces britanniques, appliquait les consignes données aux troupes allemandes pour l'accomplissement méthodique de leur retraite, savoir qu'elles devront contre-attaquer chaque fois que la pression de l'adversaire deviendra gênante. L'expérience a démontré hier que la manœuvre coûte cher.

Nous avons appris que le commandement allemand avait éprouvé le besoin de justifier ses ordres de pillage et d'incendie près de la troupe en adressant à celle-ci un ordre du jour qui constitue un aveu et un monument précieux d'hypocrisie allemande.

Les incendies, dit en substance l'ordre du jour, sont évidemment regrettables et nous sommes les premiers à les déplorer, mais ils constituent un mal nécessaire et une arme licite aux mains d'une nation qui combat pour son existence. »

OUTRANCE

Nous ne sommes pas de ceux qui reculent devant la monopolisation par l'Etat de certaines grandes industries, et nous avons ici même, à plusieurs reprises, rappelé que l'Etat avait été conduit au début de la guerre, à se charger du commerce des céréales à la suite des défaillances et de l'impuissance à se grouper et à s'organiser des grandes maisons qui assuraient pendant la paix le ravitaillement du pays.

Nous n'en sommes donc que plus à notre aise pour nous étonner de la mesure ridicule par laquelle le gouvernement, a supprimé, par décret, toutes possibilités d'importation pour les particuliers.

C'est, littéralement, la mort sans phrases pour la moitié des commerces ou des industries de France, même d'exportation.

Oh ! le but proclamé ne se discute même pas.

Il s'agit, dit-on, de rétablir à notre profit, au moins dans une certaine proportion, la balance du commerce, déséquilibrée par l'énorme excédent de nos importations sur nos exportations, et, surtout, d'empêcher la sortie de l'or nécessaire au paiement de nos importations.

Mais le but recherché sera-t-il atteint? On nous permettra d'en douter.

Le décret laisse naturellement à l'Etat la faculté d'importer : 1° toutes les matières dont il s'est chargé — parce qu'il est impossible de faire autrement, de ravitailler la population civile — comme la farine et le sucre ; 2° tout ce qui est nécessaire aux besoins de l'armée.

Or, n'est-ce pas, précisément, ces deux catégories de marchandises qui forment à elles seules plus des trois quarts *de nos importations ? Les* Documents statistiques sur le commerce de la France *que publie le ministère des finances ne donne, il est vrai, aucune indication sur cette discrimination pourtant nécessaire. Mais il n'est pas besoin d'être grand clerc pour deviner que la proportion que nous indiquons ne doit pas s'éloigner beaucoup de la vérité.*

Enfin le décret de prohibition, comme tout décret du même genre qui se respecte, comporte des exceptions. Autrement dit, un certain nombre de commerces pourront obtenir des dérogations en s'adressant à des comités dont la composition et le fonctionnement seront assurés... plus tard.

Mais qui ne voit que cette fissure, *quand le commerce aura été irrémédiablement atteint, rétablira, dans des conditions qui favoriseront de regrettables suspicions, une grande partie des importations supprimées ? Et il en sera ainsi parce qu'il ne pourra en être autrement, à moins qu'on ne laisse naître et se développer une terrible crise d'industrie et de main-d'œuvre.*

Ainsi, le minime bénéfice qu'on aura réalisé d'un côté, sera, et au delà, absorbé par les pertes qu'on aura suscitées.

Il nous paraît donc difficile que le Parlement ne s'étonne pas à son tour de l'étonnante désinvolture avec laquelle, sans le consulter, sans études préalables, d'un trait de plume où l'incompétence s'allie à l'esprit d'inopportunité, prévaut ainsi une théorie aussi absolutiste.

CEUX DE LA SOZIALDEMOKRATIE

Me feront-ils mentir ?

Dès les permiers jours d'août 1914, et à diverses reprises, des amis, en assez grand nombre, m'ont demandé ce que j'augurais de l'attitude des prétendus sozialdémokrates allemands, concernant la possibilité d'un mouvement en faveur de l'établissement de la République dans l'empire du kaiser.

Invariablement — puissé-je m'être trompé ! — j'ai répondu en ces termes :

« Etant données les menées des sozialdémokrates dans les congrès internationaux, et, surtout, dans le sein de la plupart des organisations socialistes existant en Europe et en Amérique, j'ai la conviction qu'en aucun moment une idée franchement républicaine n'a trouvé place en leur cerveau où, tout au contraire, et cela de façon à ne s'y point méprendre, on y découvrait la pensée bien arrêtée d'imposer leur hégémonie spéciale, mais calquée sur celle qu'ambitionnaient de réaliser le kaiser et ses hobereaux.

« Cette prétention outrée a détruit ce qui pouvait exister de sentiments démocratiques, de foi réellement socialiste, comme toute velléité de s'opposer, même à l'aide d'une démarche collective de leurs cent seize élus auprès de Guillaume II, à la déclaration de la guerre, à la violation de la neutralité du Luxembourg et de la Belgique. Et puis, n'ont-ils pas, ces mêmes élus, voté les crédits qu'ils s'étaient engagés — oh ! combien solennellement ! — à refuser ?

Comment, après cela, pourrait-on compter sur la sozialdemokratie pour débarrasser l'Europe de l'impérialisme allemand ? Ce serait pure folie... »

Cependant, je l'avoue sans honte, ma satisfaction serait grande et mon étonnement plus grand encore, si, enfin incités par les événements qui viennent de se produire en Russie, les disciples de Karl Marx prenaient à cœur de démentir mes appréciations sur leur civisme et leur amour pour la liberté.

Demain nous dira si mon jugement était empreint de trop sévérité.

J. ALLEMANE.

ancien député socialiste de la Seine.

L'ambassadeur de Chine à Berlin demande ses passeports

Bâle, 26 mars.

On mande de Berlin que, sur l'ordre de son gouvernement, le ministre de Chine a demandé ses passeports.

DES RUINES

Les barbares ont passé par là

Compiègne, 26 mars.

Les villages au delà de Ribécourt, dans la direction de Noyon, ont été complètement détruits. Aux destructions nécessitées par la guerre, les Allemands ne manquèrent pas d'ajouter tout leur système de démolitions systématiques opérées presque à la veille de leur fuite rapide.

C'est ainsi que Bailly ne forme plus qu'un amas de décombres, où seuls quelques instruments aratoires échappèrent à la rage générale de destruction.

Plus loin, quand on sort du petit village de Bailly, on aperçoit les premières maisons de Carlepont, avec l'église et son clocher presque intacts.

Du château de Frémont, il ne reste que l'aile ouest.

La route de Ribécourt à Bailly et à Carlepont est encombrée d'inextricables réseaux de fils de fer barbelés.

Les bois des particuliers n'ont pas été saccagés comme ceux de l'Etat ; bien des pommiers et autres arbres fruitiers subsistent encore.

Longeant les habitations du bourg, une immense tranchée lui sert de protection ; c'est aujourd'hui un véritable ruisseau qui dut nécessiter, pour être établi, une main-d'œuvre extraordinaire.

Dans le faubourg de Huleux, toutes les maisons sont debout, possédant encore leurs quatre murs, pignons, cheminées et toits ; par contre, tout l'intérieur a disparu : portes, fenêtres, chambranles, escaliers, poutres, solives, planchers, ont servi à chauffer les soldats du Kaiser.

Le centre du village a conservé sa physionomie d'autrefois Dans la boulangerie coopérative, le four est intact et le pétrin mécanique n'a pas été touché. La mairie, le presbytère et le bureau de poste sont encore debout.

Dans les bas-côtés de l'église, le passage de deux obus a fait une déchirure profonde, tout le mobilier a disparu, chaire et tribunes comprises. Les dalles des caveaux ont été soulevées.

Même pillage odieux dans le cimetière, où le premier et le deuxième cercueil d'un caveau sont à jour.

Un château n'a plus que ses deux ailes. Le centre est éventré ; les arbres du parc sciés à un mètre du sol, gisent pêle-mêle sur la pelouse, le garage d'autos, les écuries, l'orangerie sont en ruine.

Le haut du village a beaucoup plus souffert que le bas. Ici, tous les arbres fruitiers sont mutilés et abattus ainsi que les poteaux téléphoniques et électriques. Sur le tronçon d'un poteau on peut lire : « Grande révolte russe. Au revoir à Paris. »

Carlepont est occupé par des soldats de la territoriale qui rétablissent les routes et consolident les ruines.

LA NOUVELLE RUSSIE

L'Assemblée Constituante sera convoquée A MOSCOU

Petrograd, 25 mars.

Il a été définitivement décidé que l'Assemblée constituante sera convoquée à Moscou, probablement fin avril.

4.000 ARRESTATIONS

Petrograd, 26 mars.

Le total des arrestations effectuées à Petrograd depuis le début de la révolution est d'environ 4.000.

On apprend qu'au début de la révolution, de nombreux espions allemands ont franchi la frontière suédo-finlandaise. Ce sont des gendarmes qui gardent les postes-frontières, les douaniers les ayant abandonnés pour se joindre au mouvement révolutionnaire.

L'ESPRIT DE L'ARMEE

Petrograd, 26 mars.

Il est de bon augure de voir les députations et les messages des tranchées qui commencent à arriver à Petrograd, pleins d'une ardeur guerrière et donnant l'assurance que le pays peut compter sur ses défenseurs.

Le message du régiment de Malo-Iaroslaviets dit :

« Une guerre non victorieuse couvrirait la Russie d'une honte éternelle. La Russie nouvelle ne doit pas porter la marque de la trahison. Nous avons vaincu l'ennemi intérieur, laissez-nous vaincre l'ennemi extérieur. »

M. Rodzianko a reçu une délégation de l'armée active qui lui a déclaré que tous les officiers et soldats défendront la Douma jusqu'à leur dernière goutte de sang, qu'ils obéiront fidèlement au gouvernement provisoire et se battront jusqu'au dernier homme contre les Allemands.

Au cours de la réception des ambassadeurs des pays alliés, au palais Marie, l'ambassadeur de France a prononcé le discours suivant :

« Vous traversez de rudes journées, mais la France, dans son histoire, s'est vue dans une situation encore plus critique ; elle a su néanmoins en sortir avec gloire et haut patriotisme. Or, le même sentiment patriotique, la même résolution de mener la guerre à une fin victorieuse vous animent. Je suis sûr que vous êtes en pleine union avec tout le peuple russe. Permettez-moi donc, de tout mon cœur empreint d'une profonde confiance en vous, de vous présenter les vœux de la France et ceux de son gouvernement.

UNE INTERVIEW DU GENERAL ROUSSKI

Petrograd, 26 mars.

*Le général Rousski, interviewé par un envoyé spécial de l'*Outro Rossii, *lui a fait les déclarations suivantes :*

Il faut avant tout arrêter les légendes mises en circulation sur la puissance de l'armée allemande.

Sur le front, les soldats allemands ne souffrent pas de la faim ; ils sont vêtus et armés ; leur bien-être est sans doute assuré aux dépens de la population civile, mais cette dernière, par son esprit de discipline et par son abnégation, acceptera toutes les privations et ne récriminera pas devant la prolongation de la guerre.

Le général Rousski a fait ensuite l'éloge du grand-duc Nicolas Nicolaïevitch, dont il a vanté les qualités militaires, et qui jouit de la plus grande popularité.

En ce qui concerne notre front, a ajouté le général Rousski, un coup allemand serait possible, si le dégel s'accomplissait avec rapidité. Pour le moment, la Dvina est fortement gelée, et toute tentative allemande pour passer le fleuve pourra être arrêtée par la force de notre armée.

Si attentive qu'elle soit aux graves événements qui se déroulent à l'intérieur, mon armée est demeurée admirable et prête à accomplir dans l'ordre et dans la discipline toutes les tâches que la patrie demandera d'elle.

Pendant que, sur le front, nous sommes préparés à tout, il est nécessaire que ceux qui dirigent les masses populaires aujourd'hui libérées aient sans cesse le sentiment de la responsabilité qu'ils ont assumée vis-à-vis d'elles et vis-à-vis de l'Histoire.

Ils ne doivent pas oublier que, devant nous, se trouve un ennemi puissant et dangereux.

Notre victoire contre cet ennemi n'est possible que si nous savons maintenir partout, au front comme à l'arrière, l'unité et la discipline la plus absolue.

LES DECORATIONS ABOLIES

Petrograd, 26 mars.

Le gouvernement provisoire a décidé d'abolir toutes les décorations, sauf l'ordre militaire de Saint-Georges.

CREATION D'UN COMITE DE GUERRE

Petrograd, 26 mars.

Le ministre de la guerre étudie un plan de réorganisation du haut commandement. Il entre dans les intentions du gouvernement de subordonner celui-ci au ministère de la guerre.

Un comité de guerre vient d'être créé qui sera composé des ministres de la guerre, de la marine, des finances, des affaires étrangères. Etant donnée l'importance qu'ont prise dans les opérations militaires actuelles les questions des transports et du ravitaillement, les ministres de l'agriculture et des voies et communications feront partie de ce comité.

LE GRAND-DUC NICOLAS EN CRIMEE

Petrograd, 26 mars.

Le grand-duc Nicolas, qui a été relevé de son haut commandement, a sollicité du gouvernement l'autorisation de s'établir en Crimée.

Comment les Etats-Unis collaboreront avec les Alliés

Ouverture de crédit de 25 milliards

Mobilisation des gardes nationales

New-York, 26 mars.

Les préparatifs militaires sont poussés avec activité. On annonce que le président Wilson s'est déclaré favorable à l'ouverture d'un crédit aux Alliés de 5 milliards de dollards, soit environ 25 milliards de francs, au lieu du crédit de 1 milliard de dollars que l'on avait proposé au début.

On annonce, d'autre part, que des arrangements sont sur le point d'être conclus pour l'assurance officielle de tous les navires de la marine marchande américaine.

L'offre spontanée des principales compagnies cuprifères, de céder au gouvernement une grande partie de leurs stocks de cuivre à moitié prix, est une indication, entre autres, de l'esprit de guerre qui règne aux Etats-Unis.

LES EFFECTIFS DE LA MARINE DE GUERRE

Washington, 26 mars.

Le président a décidé de porter les effectifs de la marine de guerre à 87.000 hommes, ce qui représente une augmentation de 26.000 hommes.

Ce contingent doit être levé immédiatement.

LE COMPLOT GERMANO-AMERICAIN

Washington, 26 mars.

Des faits nouveaux concernant le complot fomenté par les agents allemands dans le dessein d'entraîner le Mexique et le Japon contre les Etats-Unis ont été découverts par le bureau de police de Chicago.

Le rapport a été adressé hier au ministère de la justice.

LES GARDES NATIONALES MOBILISEES

Washington, 26 mars.

Le président Wilson vient d'ordonner la mobilisation immédiate et la mise à la disposition des autorités fédérales de toutes les troupes de la garde nationale des Etats suivants : Massachussets, Pensylvania, Maryland, Virginia, Vermont, Connecticut, New-York, New-Jersey, Delamare et du district de Columia, soit au total 25.000 hommes.

Deux nouveaux départements militaires ont été créés, l'un pour le nord-est de l'Union, comprenant les Etats de la Nouvelle-Angleterre, l'autre pour le sud-est et qui viennent s'ajouter aux quatre départements déjà existants.

Les troupes de la garde nationale seront employées à la protection des usines de munitions, des voies ferrées, etc.

UNE INTERVIEW DE M. RIBOT

Coordination militaire et coordination économique

L'une et l'autre sont nécessaires à la victoire

Londres, 26 mars.

Le *Times* publie une interview de M. Ribot, président du conseil des ministres français.

M. Ribot a déclaré qu'aucun gouvernement ne pourrait vivre en France, s'il n'avait pas la victoire comme mot d'ordre. Malgré la grande retraite allemande et le résultat triomphal des batailles de Verdun et de la Somme, nous devons comprendre que l'ennemi n'est pas encore écrasé. Cependant, nous devons savoir combien lourdement le double fardeau économique et militaire doit peser sur nos ennemis, combien vive doit être l'anxiété avec laquelle le peuple allemand suit les événements du front occidental et les changements pleins de promesses survenus en Russie.

Le devoir du gouvernement est simple. Dans les généraux Nivelle et Douglas Haig, nous avons de splendides instruments de paix, forgés sur la rude enclume de la guerre. C'est à eux de concevoir et d'exécuter les intentions stratégiques des Alliés. C'est à nous, gouvernement, de veiller et de faire en sorte que les armées ne manquent de rien. Nous nous efforçons toujours de perfectionner ; il pourrait donc devenir nécessaire de créer quelque instrument général de coordination entre les Alliés et de reviser, d'une autre manière, suivant les nécessités changeantes de la campagne, les excellents accords existants actuellement entre les armées Nivelle et Haig.

Actuellement, les dispositions prises à la dernière conférence de Londres, s'exécutent de la manière la plus satisfaisante et la situation militaire est également en tous points satisfaisante.

Le gouvernement doit consacrer son attention aux problèmes économiques.

Nos exportations sont loin de compenser nos importations, qui doivent absolument être réduites. La guerre est devenue une question de transport et de finances.

Toute mesure tendant à épargner le tonnage, à améliorer le change, nous rapproche donc de la victoire et nous renforce tous. Les Alliés doivent arriver à se suffire à eux-mêmes. Du règlement de ces questions, production, importation, exportation dépend largement la capacité des Alliés de réparer dans la paix industrielle les ravages économiques de la guerre. La coordination militaire est la question la plus importante, car elle est nécessaire à la victoire ; mais nous devrions appliquer le même principe à la coordination dans le domaine économique.

La Petite République *commencera prochainement la publication d'un grand roman inédit :*

LE MYSTÈRE DE ROQUEBRUNE

PAR

R. DUCLOS-BRÉTIGNY

L'auteur, qui a déjà fait paraître en librairie plusieurs ouvrages, possède au plus haut point l'art d'émouvoir et de tenir ses lecteurs en haleine par l'habile gradation des péripéties.

Sa nouvelle œuvre, toute palpitante de vie et de passion, angoissante d'émotion, sera, nous en sommes convaincus, accueillie avec la plus grande faveur par nos lecteurs, qui nous sauront gré de leur en offrir la primeur.

A bientôt donc :

Le Mystère de Roquebrune

Encourageons les inventeurs

Et pour cela organisons et dotons la recherche scientifique

Il faut saluer le retour de M. Painlevé au Conseil des Ministres, car son nom est synonyme de progrès. C'est à lui que nous devons l'organisation de la commission des Inventions et nous savons personnellement tout ce qu'il a fait pour combattre la routine des bureaux militaires et l'esprit particulariste des ateliers de la guerre. Ce qu'il a fait n'est rien de ce qu'il pourra et devra faire encore dans le domaine immense de l'invention et de la recherche scientifique.

C'est un sujet qui préoccupe présentement les gouvernements, car malheureusement les grands industriels non seulement ne font rien pour venir en aide à l'inventeur, mais pour la plupart routiniers et misonéistes, ils font naturellement tous leurs efforts pour étouffer l'invention nouvelle : enfin ils n'adoptent cette invention que forcés et contraints par la concurrence. J'ai déjà dit ici ce que font les grandes sociétés industrielles pour dépouiller l'inventeur isolé, surtout quand sa situation de salarié le met dans une situation évidente d'infériorité.

C'est donc à l'Etat qu'incombe le devoir d'organiser méthodiquement les recherches scientifiques en vue du perfectionnement de l'industrie comme des Arts et Métiers.

Dans la séance de l'Académie des Sciences du 12 février dernier, M. Lippmann a présenté une note (1) sur les développements que ce problème a reçus à la suite des invitations prises par les gouvernements de deux grands pays.

L'ORGANISATION METHODIQUE EN ANGLETERRE

C'est sur l'initiative émanant du Conseil privé de la Couronne que le ministre de l'Instruction publique de Grande-Bretagne a proposé d'établir :

a.) Un Comité du Conseil privé responsable des fonds votés à l'avenir par le Parlement pour la recherche scientifique et industrielle.

b.) Un Conseil consultatif (*Advisory Council*) responsable envers le comité, peu nombreux et composé principalement d'hommes de science éminents et d'hommes occupés à des industries qui dépendent de la recherche industrielle.

L'*Advisory Council* est chargé de donner son avis au Comité sur toute proposition relative aux questions suivantes :

1° Institution de recherches spéciales ;

2° Création ou développements d'instituts existants ;

3° Création et attribution de bourses et de places de maîtres (*fellow-ships*) pour la recherche.

Ce projet a été aussitôt adopté par le conseil privé ; des fonds importants ont été votés par le Parlement et il fonctionne aujourd'hui normalement. Il est d'ailleurs en contact avec les corps savants, les sociétés scientifiques et

(1) Reproduite par la *Revue Scientifique* du 17 mars.